

**LES PERSPECTIVES D'UNE INTEGRATION REGIONALE
EN AFRIQUE AUSTRALE**

**ANALYSE COMPARATIVE
ETUDE DES STRUCTURES DES PIB ET DES ECHANGES**

Mireille RAZAFINDRAKOTO

JUIN 1992

INTRODUCTION

I. CARACTERISTIQUES GENERALES DES PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE

II. STRUCTURE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT DE CHAQUE PAYS

III. LES SECTEURS MOTEURS DANS CHAQUE ECONOMIE

IV. LES ECHANGES COMMERCIAUX

1. Les degrés d'ouverture
2. Les produits échangés
3. La répartition géographique des échanges
4. Les évolutions des échanges de l'Afrique du Sud et ses impacts sur les autres économies
5. L'importance du commerce extérieur dans les recettes fiscales

V. LES EFFETS DE LA MIGRATION

VI. LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX ET LES BESOINS DE FINANCEMENT

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXES

?

INTRODUCTION

Cette première approche mettra l'accent sur l'analyse comparative des économies. L'objectif est de dégager les caractéristiques générales, les spécificités et la dynamique interne de chaque pays. Ceci permettra de dresser une typologie et de mieux cerner les diverses potentialités.

Etant donné le rôle de locomotive que pourrait jouer l'économie sud-africaine en Afrique Australe, une attention particulière sera accordée à ce pays. De même, l'étude sera plus précise pour les pays dont les poids économiques sont relativement importants au niveau de la région.

Une autre approche, à partir des économies nationales, sera faite par la suite pour mieux cerner les réels enjeux de l'intégration régionale. Elle permettra une analyse plus approfondie, qui partira d'une base théorique, pour évaluer les impacts de différents choix de politiques économiques dans le cadre d'une ouverture effective à la région.

Le Zimbabwe sera ainsi retenu pour cette deuxième approche étant donné son potentiel économique et le rôle qu'il joue déjà en Afrique Australe. Par ailleurs, il est intéressant de se pencher sur le cas de Madagascar, une petite économie en voie d'ouverture pour laquelle la dynamique régionale pourrait être déterminante. Cette réflexion s'insérera en particulier dans le cadre d'une étude prévue des perspectives macro-économiques de moyen et long terme pour ce pays.

I. CARACTERISTIQUES GENERALES DES PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE

Tableau 1

Comparaison de quelques indicateurs des différents pays
(données pour l'année 1988)

	Population	PNB / hab. (US\$)	Tx crois. PIB (moy.an. 81-88)	Exportations (millions US\$)	Importations (millions US\$)
Botswana	1 180 000	1 230	10,7	1 478	883
Lesotho	1 676 000	410	3,6	66	522
Madagascar	10 859 000	250	-0,1	284	319
Malawi	7 960 000	160	1,9	297	253
Ile Maurice	1 051 000	1 730	6,4	998	1 166
Mozambique	14 943 000	100	-1,2	104	694
Afrique du Sud	33 996 000	2 290	2,1	22 432	17 210
Swaziland	735 000	820	4,1	424	444
Tanzanie	24 728 000	150	2,4	386	1 180
Zambie	7 555 000	290	1,3	1 184	687
Zimbabwe	9 303 000	570	2,6	1 669	1 185
Namibie	1 300 000			920	830
Angola	9 100 000			2 240	444

La comparaison de quelques indicateurs nous montre déjà le poids économique de l'Afrique du Sud. Sa population, qui était de 34 millions en 1988, et qui est estimé à 39 millions (en incluant les "homelands") en 1989, le place déjà à la première place parmi les 13 pays de l'Afrique Australe. Par ailleurs, trois pays seulement ont des populations qui dépassent les dix millions d'habitants: la Tanzanie avec environ 25 millions en 1988, suivie par le Mozambique avec 15 millions, et Madagascar avec plus de 11 millions.

Avec un Produit Intérieur Brut trois fois supérieur à celui des pays voisins réunis, et un niveau du PNB par habitant de \$2290 en 1988, l'Afrique du Sud se classe légèrement au-dessus des pays à revenus intermédiaires. Tandis que la grande majorité fait partie des pays à faibles revenus, à l'exception de l'Ile Maurice, du Botswana, de l'Angola et du Zimbabwe.

Le niveau des exportations et celui des importations constituent également des indicateurs assez frappants. La valeur des exportations de l'Afrique du Sud représente 15 fois celle du Zimbabwe ou du Botswana. Et il en est de même pour les importations.

II. STRUCTURE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

Tableau 2
STRUCTURE DU PIB

	PIB (millions\$) en 1988	Agriculture en % du PIB	Industrie en % du PIB	dont manuf. en % du PIB	Services en % du PIB
Botswana	2 013	4,0	48,4	4,9	47,6
Lesotho	427	24,0	29,8	14,3	46,2
Madagascar	2 501	32,9	14,2	12,3	52,8
Malawi	1 387	35,5	18,8	12,3	45,7
Maurice	2 069	13,2	32,5	24,3	54,2
Mozambique	1 258	65,2	21,5		13,3
Afrique du Sud	88 225	5,8	44,5	24,1	49,7
Swaziland	612	23,2	40,3	25,8	36,5
Tanzanie	3 137	65,6	7,5	4,1	26,9
Zambie	3 618	18,7	46,2	31,8	35,0
Zimbabwe	5 891	13,9	37,5	25,4	48,6
Angola		15,2	57,1		27,7
Namibie		10,3	44,4	4,1	49,4

L'analyse de la part de chaque secteur dans le PIB permet de distinguer quatre types de pays:

– les économies où l'agriculture est largement prédominante

Avec un secteur agricole qui représente plus de 65% du PIB en 1988, la Tanzanie et le Mozambique se distinguent des autres pays. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que ces deux pays avaient déjà une économie à prédominance agricole depuis les années 70. Le poids de l'agriculture a légèrement diminué (à moins de 60%) au début des années 80, au profit de l'industrie. Mais apparemment cette tendance s'est inversée, et les deux pays retrouvent ces dernières années leurs structures initiales.

– les pays où les secteurs tertiaire et agricole dominent

Les services représentent une part importante du PIB au Malawi et à Madagascar (respectivement 46% et 53% en 1988). Mais la place de l'agriculture reste prépondérante avec un poids de plus de 30% dans les deux économies. Une légère diminution de la part de ce secteur peut être notée, en particulier pour le Malawi, mais la répartition n'a pas beaucoup varié depuis le début des années 70.

– les économies qui présentent une certaine diversification

Ce groupe comprend le Zimbabwe, l'Ile Maurice, la Zambie, le Lesotho et le Swaziland. La répartition est plus ou moins équilibrée pour ces économies, avec une part de l'agriculture variant de 13% à 24%, et celle de l'industrie entre 30% et 46%. L'industrie manufacturière représente environ 25% du PIB (à l'exception du Lesotho pour lequel le poids de ce secteur est inférieur à 15%).

L'Angola et la Namibie pourraient également être classés dans ce groupe. Cependant, le secteur manufacturier reste très peu développé dans les deux pays. Le poids du secteur industriel dans le PIB est essentiellement due à l'importance des activités extractives dans leurs économies.

– les pays où la part de l'agriculture est très faible dans le PIB

L'Afrique du Sud et le Botswana se distinguent par le fait que le secteur agricole représente moins de 6% du PIB (respectivement 5.8% et 4% en 1988). Les parts de l'industrie et des services sont à peu près égales (entre 45% et 50%). L'industrie s'est notamment développée au Botswana (passant de 34% en 1982 à 48% du PIB en 1988), au détriment de l'agriculture qui représentait plus de 20% du PIB au début des années 70. Cependant, au Botswana le secteur manufacturier représente moins de 6% du PIB, alors que la part de ce secteur est de 25% en Afrique du Sud en 1988.

La distinction de ces quatre groupes permet-elle cependant d'évoquer une certaine complémentarité, dans la mesure où du point de vue de la répartition de la population active, ces pays restent très similaires. L'agriculture emploie en effet plus de 70% de la population active en 1980 dans les pays de la région, à l'exception de l'Afrique du Sud (17%), et de l'île Maurice (28%).

Par ailleurs, en ce qui concerne le secteur industriel, on retrouve dans pratiquement tous les pays les mêmes branches manufacturières (l'agro-alimentaire, les boissons et les tabacs, le textile). Seuls l'Afrique du Sud, et le Zimbabwe dans une moindre mesure, ont des économies réellement diversifiées et relativement équilibrées avec la présence d'industries lourdes.

III. LES SECTEURS MOTEURS DANS CHAQUE ECONOMIE

Une brève analyse de la croissance du PIB et de la contribution des différents secteurs, durant les vingt dernières années, permettra de mieux apprécier les rôles respectifs de ces derniers au niveau de chaque économie^{a)}. Les prix et la structure du PIB considérés sont ceux de l'année 1987.

AFRIQUE DU SUD

L'importance du rôle des exportations de matières premières rend l'économie sud-africaine très vulnérable aux chocs externes. Le développement du secteur minier a permis une forte croissance dans les années 60. De même, la montée du prix de l'or en 1973-74 et en 1980-81 a engendré des taux de croissance relativement élevés (en termes réels, supérieurs à 5%). En revanche, entre 1975 et 1979, l'économie sud-africaine connaît une période de net ralentissement avec la baisse de la demande mondiale. En 1982 et 1983, les effets combinés de la baisse des prix des produits miniers et de la sécheresse entraînent une croissance réelle négative. Le PIB remonte en 1984, mais à partir de 1985 le niveau de croissance reste relativement faible (autour de 2%).

^a Précisons que les données sur la Namibie, l'Angola ainsi que le Mozambique sont partielles et rarement disponibles. On ne cherchera donc pas à développer l'analyse pour ces trois pays.

Le poids du secteur manufacturier dans cette économie mérite d'être souligné. Il représente en effet 25% du PIB. Durant les années 70, la croissance (supérieure à 5%) au niveau de ce secteur contribue pour une large part à celle du PIB. Cette contribution devient négative durant la période 1981-85. Mais c'est de nouveau le secteur manufacturier qui, avec le secteur tertiaire, permet en grande partie la croissance du PIB dans la dernière période.

Tableau n°3

Croissance annuelle moyenne du PIB et de chaque secteur

Afrique du Sud	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
PIB (croissance ann. moy. , %)	4,49	2,52	1,42	2,18
Agriculture	3,21	2,33	-2,51	5,05
Industrie	1,58	1,92	0,43	1,40
Sect. manufacturier	8,43	5,41	-0,20	3,05
Services	7,70	3,30	3,14	2,55

Contribution de chaque secteur

Afrique du Sud	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
Agriculture	0,20	0,15	-0,16	0,32
Industrie	0,70	0,85	0,19	0,62
Sect. manufacturier	1,98	1,27	-0,05	0,71
Services	3,79	1,62	1,55	1,26

Il faut préciser que le développement du secteur manufacturier est essentiellement dû à la politique de substitution aux importations et à l'extension du marché intérieur. Sa part dans les exportations est en effet restée jusqu'à présent modeste.

Comme il a été précisé plus haut, le secteur minier joue un rôle important. Sa contribution dans la croissance du PIB est plus faible par rapport à celle du secteur manufacturier, mais sa forte contribution dans les recettes d'exportations a permis des effets d'entraînement sur le reste de l'économie. Cependant, il semble que l'importance de ce secteur tend à diminuer étant donné l'épuisement de certaines ressources et la baisse de la demande au niveau mondial.

La part de l'agriculture dans le PIB est toujours restée faible durant les vingt dernières années. Pourtant, sa place dans l'économie du pays est loin d'être négligeable. Ce secteur emploie en effet un nombre important de personnes. Par ailleurs, une large part des exportations non minières est constituée de produits agricoles (bruts ou transformés).

ZIMBABWE

L'économie du Zimbabwe a connu une évolution très erratique depuis le début des années 70. La croissance a été très forte durant la première période avec un taux annuel moyen autour de 5% (de 1971 à 1975). L'isolement du pays qui résultait des sanctions économiques a en fait stimulé l'économie et permis sa diversification.

Les effets combinés de la guerre civile, de la récession économique mondiale et de la hausse du prix du pétrole font que la croissance devient négative durant la période de 1976 à 1980.

La croissance reprend à partir de 1980. Mais la chute des prix des produits miniers en 1982, et les périodes de sécheresse en 1983-84 et en 1987, freinent à chaque fois cette croissance.

Il semble que la demande intérieure a joué jusqu'à présent un rôle important dans l'économie du pays. En effet, il est intéressant de souligner que des données de l'année 1984 pour le secteur manufacturier montrent que, d'une part, plus de 95% de la consommation et 75% des investissements se composent de produits locaux. D'autre part, le contenu en intrants importés de ces produits sont relativement faibles. Ainsi, la hausse des salaires durant les premières années de l'indépendance (1980-81) a stimulé la croissance. Par ailleurs, la contraction de la demande intérieure lors des périodes de crise (sécheresses et baisse des prix des produits miniers) a eu des influences négatives très marquées sur les secteurs de l'industrie et des services.

Tableau n°4

Croissance annuelle moyenne du PIB et de chaque secteur

Zimbabwe	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
PIB (croissance ann. moy. , %)	5,08	-0,18	2,24	3,03
Agriculture	3,74	-1,22	3,66	-0,12
Industrie	6,24	-1,03	0,36	4,20
Sect. manufacturier	8,26	1,39	0,87	4,23
Services	4,79	0,92	3,28	3,09

Contribution de chaque secteur

Zimbabwe	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
Agriculture	0,45	-0,15	0,44	-0,01
Industrie	2,45	-0,40	0,14	1,65
Sect. manufacturier	2,19	0,37	0,23	1,12
Services	2,33	0,45	1,60	1,51

Une analyse de chaque secteur permet de constater l'importance du secteur industriel, et en particulier manufacturier, dans l'économie du Zimbabwe. Entre 1970 et

1975, le taux de croissance du secteur manufacturier est exceptionnellement élevé (supérieur à 8%), et il contribue en grande partie à la croissance du PIB. Entre 1976 et 1980, c'est le seul secteur qui connaît une croissance positive (en dehors des services). En 1980 et 1981, ainsi que de 1985 à 1989, c'est encore le secteur manufacturier qui, avec les services, contribue le plus à la croissance.

BOTSWANA

Le Botswana a le niveau de croissance le plus élevé de la région. Avec le début de l'exploitation des mines de diamants, la croissance est extrêmement forte de 1971 à 1975 (taux annuel moyen supérieur à 19%). Il est intéressant de souligner que cette période de prospérité concerne l'ensemble de l'économie du pays. En effet, la croissance annuelle moyenne au niveau du secteur agricole dépasse 21%, tandis que le taux correspondant pour le secteur manufacturier est de 24.5% pour la même période. Le secteur tertiaire suit également cette évolution.

La croissance a été moins forte au cours des périodes suivantes, mais en moyenne elle est restée élevée avec des taux annuels dépassant 10%. Mais, il faut noter que, de 1975 à 1985, c'est essentiellement l'industrie (hors secteur manufacturier) qui contribue à la croissance du PIB. Il semble d'ailleurs que le développement de l'industrie minière se fait au détriment de l'agriculture.

Tableau n°5

Croissance annuelle moyenne du PIB et de chaque secteur

Botswana	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
PIB (croissance ann. moy. , %)	19,60	12,19	12,12	10,15
Agriculture	21,75	-1,14	-11,37	6,21
Industrie	19,01	17,15	19,67	6,59
Sect. manufacturier	24,55	5,27	4,26	10,54
Services	18,91	13,29	8,66	14,32

Contribution de chaque secteur

Botswana	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
Agriculture	0,88	-0,05	-0,46	0,25
Industrie	8,99	8,11	9,30	3,12
Sect. manufacturier	1,50	0,32	0,26	0,64
Services	9,21	6,47	4,21	6,97

La faible diversification de l'économie du Botswana le rend cependant très vulnérable aux chocs extérieurs. Notamment, à la suite du choc pétrolier, la croissance s'interrompt en 1974/75. De même, en 1981 et 1982, la baisse du cours du diamant et la sécheresse ont des influences négatives très marquées sur la croissance.

La part du secteur manufacturier, malgré la croissance du début des années 70, est toujours restée faible dans le PIB. Ce secteur emploie pourtant deux fois plus de personnes que l'industrie minière. Son développement apparaît dorénavant comme un objectif essentiel pour le Botswana, d'une part pour absorber le chômage dû à l'augmentation de la population active, et d'autre part pour compenser la diminution prévue de la contribution du secteur minier à la croissance.

ZAMBIE

Jusqu'en 1975, la Zambie était classée parmi les économies les plus prospères de l'Afrique subsaharienne. La croissance a été relativement forte, mais elle reposait sur un unique produit d'exportation: le cuivre. Cette dépendance explique en grande partie l'évolution très erratique de l'économie de ce pays durant les années 70.

Avec la chute du prix du cuivre en 1975, l'ensemble de l'économie entre dans une période de récession. Le taux de croissance annuel moyen devient négatif entre 1976 et 1980. La montée des prix des produits miniers en 1979/80 permet une légère reprise, mais le prix du cuivre reste largement inférieur au sommet atteint en 1974. Et avec le fléchissement des prix des produits d'exportation à partir de 1981, aggravé par la période de sécheresse en 1982/83, la croissance redevient négative jusqu'en 1985.

Tableau n°6

Croissance annuelle moyenne du PIB et de chaque secteur

Zambie	1971-75	1976-80	1981-85	1986-88
PIB (croissance ann. moy. , %)	3,38	-0,37	-0,32	2,89
Agriculture	2,74	-0,19	2,10	7,48
Industrie	4,98	-0,99	-0,75	3,06
Sect. manufacturier	6,00	0,86	0,00	7,29
Services	1,25	0,17	-0,50	1,51

Contribution de chaque secteur

Zambie	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
Agriculture	0,30	-0,02	0,23	0,82
Industrie	2,23	-0,44	-0,33	1,37
Sect. manufacturier	1,68	0,24	0,00	2,05
Services	0,55	0,07	-0,22	0,67

Il semble que le rôle joué par le secteur minier dans l'économie zambienne tend à s'affaiblir. Les réserves de cuivre s'épuisent assez rapidement, et les coûts d'exploitation sont de plus en plus élevés. Le niveau de la production stagne depuis 1983. C'est la nouvelle montée des prix en 1987/88 qui permet une augmentation des recettes d'exportation.

La Zambie cherche alors à développer de plus en plus son agriculture pour compenser le déclin du secteur minier. Le secteur agricole dispose en effet d'un potentiel qui reste peu exploité (20% seulement des terres arables sont effectivement cultivées). Il est intéressant de remarquer que la croissance annuelle moyenne au niveau de ce secteur a déjà dépassé 7% entre 1986 et 1988 (malgré la sécheresse en 1987).

Par ailleurs, la forte contribution du secteur manufacturier à la croissance du PIB pour la période 1986-89 résulte également de l'effort de diversification. Mais le développement de ce secteur est entravé par la pénurie de devises que connaît le pays. La priorité est alors donnée à la substitution aux importations par la transformation de produits locaux.

MALAWI

Le Malawi a connu une période de croissance relativement forte jusqu'en 1979. Le taux annuel moyen était en effet légèrement supérieur à 6%. Mais la stratégie de développement adoptée par ce pays repose essentiellement sur l'agriculture d'exportation. Ainsi, les limites de cette politique apparaissent rapidement. La croissance faible, qui devient même négative, du secteur agricole, et son manque de diversification entraîne une récession entre 1979 et 1981. On note une reprise à partir de 1982, mais la sécheresse en 1986 provoque de nouveau une contraction de l'économie. Le taux de croissance annuel moyen (autour de 2%) reste largement inférieur à celui des années 70.

Tableau n°7

Croissance annuelle moyenne du PIB et de chaque secteur

Malawi	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
PIB (croissance ann. moy., %)	6,90	4,69	2,41	2,68
Agriculture	3,30	4,61	2,69	1,66
Industrie	8,47	4,10	1,38	3,82
Sect. manufacturier		2,62	3,25	3,25
Services	9,90	5,04	2,62	3,03

Contribution de chaque secteur

Malawi	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
Agriculture	1,19	1,66	0,97	0,60
Industrie	1,53	0,74	0,25	0,69
Sect. manufacturier		0,32	0,40	0,40
Services	4,55	2,32	1,20	1,39

L'analyse de la contribution de chaque secteur confirme la place prépondérante de l'agriculture. Le secteur industriel, et en particulier manufacturier, a connu une expansion relativement rapide au début des années 70. Mais à partir de 1975, c'est essentiellement le secteur agricole qui, avec les services, contribue à la croissance du PIB. Il semble que les effets de la libéralisation permet de nouveau le développement du secteur manufacturier au

cours des trois dernières années. Cependant, il se limite à la transformation de produits agricoles.

TANZANIE

La Tanzanie est également une économie où la contribution de l'agriculture est prépondérante. Comme la majorité des pays de la région, la croissance est assez forte entre 1970 et 1975 (avec un taux annuel moyen de 4.8%). Elle est très ralentie à partir de 1977, et devient même négative de 1981 à 1983. Une nette reprise de l'économie peut cependant être notée dans la deuxième moitié des années 80. Le taux de croissance annuel retrouve presque son niveau de la première période avec une moyenne de 4.7%.

Tableau n°8

Croissance annuelle moyenne du PIB et de chaque secteur

Tanzanie	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
PIB (croissance ann. moy. , %)	4,40	1,79	0,87	4,39
Agriculture	2,09	-0,22	2,94	4,92
Industrie	3,67	1,84	-4,81	4,12
Sect. manufacturier	4,74	1,81	-4,66	3,30
Services	7,78	4,37	0,27	3,35

Contribution de chaque secteur

Tanzanie	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
Agriculture	1,31	-0,14	1,85	3,08
Industrie	0,31	0,16	-0,41	0,35
Sect. manufacturier	0,23	0,09	-0,23	0,16
Services	2,24	1,26	0,08	0,97

Le secteur agricole semble pouvoir exercer un effet d'entraînement sur le reste de l'économie. Notamment, au cours de la dernière période, il contribue en grande partie à la croissance du PIB (avec une croissance moyenne de 4.9%), et le reste de l'économie suit cette évolution. Le secteur industriel reste cependant très limité dans l'économie tanzanienne. La période de récession a fortement touché ce secteur qui a enregistré une croissance pratiquement toujours négative entre 1980 et 1985.

ILE MAURICE

Si on classe les pays de la région selon leur niveau de croissance, l'Ile Maurice se situe à la deuxième place après le Botswana. Ce pays a cependant subi une grave crise économique à la fin des années 70. Le PIB a notamment chuté de 10% en 1980. L'économie reposait en effet en grande partie sur l'exportation de sucre. Il en résultait une très grande vulnérabilité face aux chocs tels que la baisse des prix et les mauvaises conditions climatiques.

La diversification de l'économie, avec le développement du secteur industriel, permet la reprise économique à partir de 1983. Le taux de croissance annuel moyen retrouve alors en 1986-89 son niveau de la période avant 1975 (légèrement inférieur à 8%).

Tableau n°9

Croissance annuelle moyenne du PIB et de chaque secteur

Maurice	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
PIB (croissance ann. moy. , %)	8,71	3,85	4,49	6,67
Agriculture	-0,45	-3,53	5,20	-2,05
Industrie	13,30	5,48	5,57	10,76
Sect. manufacturier	10,37	4,65	8,01	11,02
Services	11,28	5,24	3,79	6,65

Contribution de chaque secteur

Maurice	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
Agriculture	-0,07	-0,52	0,76	-0,30
Industrie	4,32	1,78	1,81	3,50
Sect. manufacturier	2,55	1,14	1,97	2,71
Services	5,96	2,77	2,01	3,51

Il est intéressant de souligner qu'une base industrielle existait déjà avant 1975, et que sa contribution à la croissance du PIB était relativement importante durant cette période. Cette base s'est développée avec un poids et une contribution de plus en plus importants du secteur manufacturier. Il faut cependant préciser que ce secteur s'est essentiellement orienté vers les produits textiles. La stratégie de diversification est restée assez limitée. D'autres créneaux doivent ainsi être trouvés, notamment pour compenser le ralentissement de la croissance à la fin des années 80.

MADAGASCAR

Madagascar se caractérise par un niveau de croissance relativement faible durant ces vingt dernières années. Contrairement aux pays de la région, un ralentissement de l'économie apparaît dès le début des années 70. La combinaison de mauvais choix politiques a conduit le pays à la récession (avec une chute du PIB de 10% en 1981). Notamment l'application de mesures favorisant des investissements industriels, qui se sont avérés peu rentables, au détriment de l'agriculture, a eu des impacts négatifs très marqués sur l'économie. Le secteur agricole représente en effet plus de 40% du PIB, et fournit 80% des recettes d'exportation.

La croissance reprend en 1983, mais reste inférieure à 2%. Ce n'est qu'à partir de 1988 qu'une vraie reprise économique semble apparaître avec un taux de croissance dépassant 4%.

Le rôle de l'agriculture est prépondérant dans ce pays. Elle contribue en grande partie à la croissance du PIB dès 1983, et en particulier en 1988/89. Par ailleurs, ce secteur emploie plus de 85% de la population active. Une grande partie des terres cultivables est cependant restée inexploitée. Ainsi, l'exploitation de ce potentiel agricole devrait, d'une part, permettre d'accroître la production de riz pour la consommation locale. D'autre part, la diversification de l'agriculture d'exportation se révèle de plus en plus nécessaire, étant donné la diminution de la demande extérieure, notamment pour le café et la vanille.

Tableau n°10

Croissance annuelle moyenne du PIB et de chaque secteur

Madagascar	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
PIB (croissance ann. moy. , %)	0,15	1,54	-1,13	2,83
Agriculture	2,42	-0,37	1,79	3,13
Industrie	-0,14	2,75	-3,99	2,94
Sect. manufacturier				2,74
Services	-0,98	2,34	-2,07	2,62

Contribution de chaque secteur

Madagascar	1971-75	1976-80	1981-85	1986-89
Agriculture	0,81	-0,13	0,60	1,05
Industrie	-0,02	0,40	-0,57	0,42
Sect. manufacturier	0,00	0,00	0,00	0,35
Services	-0,51	1,22	-1,08	1,36

Le développement du secteur manufacturier fait également partie des objectifs pour diversifier l'économie. L'importance de la branche textile, ainsi que celle de la transformation de produits agricoles, croît en effet progressivement. La mise en place d'une zone franche pourra encourager les investissements dans ce secteur. L'ouverture économique croissante semble alors constituer un facteur déterminant pour l'avenir du pays.

IV. LES ECHANGES COMMERCIAUX

1. Les degrés d'ouverture des pays

Pour avoir une première idée de l'ouverture commerciale de chaque pays et établir des comparaisons, deux ratios ont été considérés: le ratio exportation/PNB (Guillaumont 1988) et, pour tenir compte des importations, le rapport (exportation+importation)/PNB. Les tableaux suivants montrent les évolutions de ces indicateurs. Les pays ont été classés à partir du degré d'ouverture de la dernière année.

Tableau n°11
 Comparaison des degrés d'ouverture
 Exportation/PNB

	1981	1984	1987	1988
Botswana	0,45	0,74	1,11	1,17
Swaziland	0,67	0,48	0,56	
Maurice	0,29	0,37	0,53	0,59
Zambia	0,26	0,36	0,50	0,33
Zimbabwe	0,22	0,23	0,24	0,26
South Africa	0,26	0,24	0,27	0,25
Malawi	0,24	0,27	0,23	0,21
Madagascar	0,12	0,15	0,16	0,16
Tanzania	0,10	0,06	0,11	0,14
Lesotho	0,08	0,04	0,07	0,07
Mozambique	0,13	0,04	0,08	

Tableau n°12
 Comparaison des degrés d'ouverture
 (Exportation+Importation)/PNB

	1981	1984	1987	1988
Botswana	1,31	1,53	1,73	2,02
Swaziland	1,54	1,24	1,21	
Maurice	0,79	0,85	1,11	1,17
Lesotho	0,92	0,79	0,84	0,87
Zambia	0,53	0,66	0,93	0,56
Tanzania	0,29	0,21	0,47	0,56
Malawi	0,54	0,51	0,48	0,50
South Africa	0,55	0,46	0,47	0,48
Zimbabwe	0,50	0,42	0,43	0,46
Madagascar	0,28	0,34	0,36	0,39
Mozambique	0,48	0,26		

Source: Banque Mondiale (World Tables, 1989-90)

Il semble que les pays BLS (Botswana, Lesotho, Swaziland) sont de loin les plus ouverts aux échanges commerciaux par rapport aux autres économies de la région. Si on ajoute à ces pays la Namibie (d'après des données partielles, le ratio exportation/PNB est de 0.65 et le rapport des échanges totales sur le PNB est de 1.23 en 1989), on peut constater que ces quatre pays de la SACU forment un groupe à part. Précisons cependant que les échanges de ces pays s'effectuent essentiellement à l'intérieur de l'union douanière, et en particulier avec l'Afrique du Sud.

Notons que pour le Botswana, l'ouverture est toujours croissante. Elle concerne aussi bien les importations que les exportations. En revanche, pour le Lesotho, le ratio exportation/PNB est très faible. Ce sont les importations qui expliquent l'importance du degré d'ouverture.

L'Ile Maurice se caractérise également par une ouverture commerciale croissante. Le ratio exportation/PNB est passé de 0.29 en 1981 à 0.59 en 1988. Il se classe ainsi parmi les pays les plus ouverts de la région. Le choix d'une stratégie de développement reposant sur les secteurs exportateurs explique cette évolution.

Le deuxième groupe de pays est constitué par la Zambie, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe et le Malawi. Avec des échanges (exportations et importations) équivalant environ la moitié de la valeur de leur PNB, et des ratios entre 0.2 et 0.3 pour les exportations par rapport au PNB, ces économies peuvent être classées dans la moyenne.

On peut remarquer que la Zambie se distingue du groupe en 1987 avec des ratios plus élevés (0.5 pour la valeur des exportations sur le PNB et 0.9 pour l'ensemble des échanges). Mais cette augmentation correspond en fait à un phénomène conjoncturel, puisque les ratios redescendent à des niveaux moyens dès 1988.

Pour l'Afrique du Sud, le Zimbabwe et le Malawi, les ratios restent plus ou moins stables. Il semble cependant qu'une légère diminution peut être constatée par rapport aux niveaux de 1981. Ce fait résulte notamment d'une volonté de limiter les importations dans ces trois pays.

Le dernier groupe est constitué par la Tanzanie, Madagascar et le Mozambique, avec des ratios relativement faibles. La valeur des exportations rapportées au PNB augmentent très légèrement mais reste très inférieure à 0.2 pour Madagascar et la Tanzanie. En revanche, la hausse au niveau des importations est très sensible si on regarde le ratio des échanges totales rapportées au PNB (partant de 0.28 en 1981, ce ratio atteint 0.39 pour Madagascar, et il dépasse 0.5 pour la Tanzanie en 1988).

Le Mozambique constitue un cas particulier étant donné les conflits qui bouleversent l'économie du pays. Les données ne sont d'ailleurs pas disponibles pour les dernières années.

Les problèmes de fiabilité des informations disponibles doivent être mentionnés. Une comparaison des données sur les exportations fournies par la Banque Mondiale (World Tables) et celles du FMI (DOTS), qui proviennent le plus souvent des documents des pays considérés, montrent déjà des écarts plus ou moins importants. Les échanges informels restent très mal connus. Par ailleurs, l'existence dans certains pays d'une part non négligeable des importations qui repart à l'exportation doit être considérée.

2. Les produits échangés

Structure des exportations

On retrouve une des caractéristiques des pays en voie de développement qui est la dépendance à l'égard des matières premières. En effet, la majeure partie des exportations des pays de l'Afrique Australe est constituée par des produits peu ou non transformés du secteur minier ou agricole (Cf tableau n°13).

Pour l'Afrique du Sud, l'or constitue une large part des exportations. La place des produits manufacturés est restée assez modeste. Le développement du secteur manufacturier s'est basé sur la substitution des importations, il visait donc essentiellement le marché intérieur. Cependant, les exportations de l'Afrique du Sud vers les pays de la région sont constituées en grande partie de produits venant de ce secteur.

Le Zimbabwe se distingue des autres pays puisque les produits manufacturés représentent 40% de ses exportations. Cependant, les exportations du secteur manufacturier viennent essentiellement de la filière sidérurgique (production de ferrochrome et d'acier). La filière textile est également importante mais elle fournit moins de 4% du total des exportations.

Pour le Lesotho et le Swaziland, les produits manufacturés occupent une place relativement importante dans les exportations. Mais le secteur manufacturier se limite en fait à des industries légères

Pour le Malawi, la Tanzanie et Madagascar, on retrouve la prédominance de l'agriculture dans les exportations. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que le tabac représente plus de 60% des exportations du Malawi.

Beaucoup de pays restent en fait très dépendants d'un unique produit. Le cuivre représente pour la Zambie plus de 85% de ses exportations en 1987. Pour le Botswana, c'est le diamant qui domine largement avec 73% des exportations. Enfin, 93% des recettes d'exportations de l'Angola viennent des produits pétroliers.

Structure des importations

De manière générale, on constate l'importance de la place des produits manufacturés dans les importations. Ce sont essentiellement les moyens de transport, les machines et les matériels d'équipement (Cf tableau n°14).

Pour un certain nombre de pays, la part des importations de produits alimentaires reste relativement élevée. Ce phénomène s'explique en Angola et au Mozambique par l'existence des conflits qui affectent l'économie des pays. Mais ces produits occupent également une place importante dans les importations du Botswana, du Swaziland, de Madagascar (avec des parts supérieurs à 10%) et dans une moindre mesure du Malawi (avec un peu moins de 7%).

Par ailleurs, la part des combustibles dans les importations doit aussi être soulignée, notamment pour la Namibie, le Swaziland, la Tanzanie, Madagascar, la Zambie et le Zimbabwe. Les importations d'énergie représentent pour ces pays plus de 10% du total (avec plus de 23% pour la Namibie).

Tableau n°13

Principaux produits d'exportation

	Exportations (millions US\$)	Produits exportés	Part /Exp. tot. (en %)	Principaux pays destinat.
Afrique du Sud (en 1989)	22436	or métaux de base prod.minéraux prod. chimique boisson, tabac textiles	33 15 11 3 3 3	Italie, Japon, RFA, USA, UK, France
Zimbabwe (en 1987)	1452	tabac or alliages ferreux coton nickel asbestos fer et acier textiles	18,5 18 10,7 5 4 4 4 3,5	UK(13%), RFA(10%), Afr. du Sud(10%) USA (7%), Botswana (5,5%)
Botswana (en 1988)	1478	diamants nickel/cuivre viande textiles cuir et peau	73 15,7 3,6 	en 1987 Europe: UK, Suisse.. (90%), SACU(4%), AFR. :Zimbabwe..(4)
Namibie (en 1989)	920	oxyde d'uranium diamants métaux de base prod. de pêche prod. élevage viande karakul, laine	30,6 23,5 20,7 8,9 3,3 2,8 1,8	Suisse (31%), Af. du Sud (25%), RFA (15%), USA(5%)
Malawi (en 1988)	297	tabac thé sucre café coton	63 14 9 2,5 2,3	(en 1989) UK(21%),RFA(10%), Afr.du Sud (10%), Japon (13%), USA (13%), P-Bas(8%), PTA (4%)
Angola (en 1987)	2240	prod.pétroliers diamants café	93 4 1,5	USA (56%), Pays-Bas (11%), Brésil (4%), Belgique(3%)
Tanzanie (en 1985)	390	café coton noix de cajou sisal	 	Inde, UK, RFA

Principaux produits d'exportation

	Exportations (millions US\$)	Produits exportés	Part /Exp. tot. (en %)	Principaux pays destinat.
Zambie (en 1987)	896	cuivre cobalt zinc	85,5 5,8 2	en 1989 Japon(30%),France (13,5%), Italie(8,5%), Inde(7%),Bénélux(6)
Lesotho (en 1988)	64	prod. élevage matériaux bruts prod. manufact.	16,7 17 61	en 1989 SACU (54%), CEE (31%), USA (14%)
Swaziland (en 1989)	476	sucre aut. prod.alim. pâte à papier fruits et conserv. prod. minéraux coton	31,2 21,3 15,5 6,5 4,5 4,5	en 1987 Afr. du sud (41%), CEE (32%), Canada (10%), Corée du Sud (3%)
Madagascar (en 1989)	313	café vanille clou de girofle autres	24,3 13,4 10,2 52 1,8	France (30%), Japon(12%), USA (11%), RFA (8%), Réunion(5%), Italie (4%), UK (3%)

Tableau n°14

Principaux produits d'importation

	Importations (millions US\$)	Produits importés	Part /Imp. tot. (en %)	Principaux pays d'origine
Afrique du Sud (en 1989)	16845	machinerie moyens transp. prod.chimique métaux de base textiles plastique,résine	30 15 11 5 4,3 4,3	RFA, Japon,UK, USA, Italie, France
Zimbabwe (en 1987)	1071	prod.chimiques equip. transport prod.petroliers aliments électricité	17,8 13,9 11,2 1,4 1	Af. du Sud (21%), UK (11%), USA (9,4%) , RFA (9%), Botswana(5,7%)
Botswana (en 1988)	883	moy. transport machinerie aliments prod.chimiques métaux combustible autres	19,2 18,5 13,8 8,4 8,2 6,2 25,7	en 1987 SACU (79%), Afr.: Zimbabwe..(8%) Autre Europe (7%), USA(2%), UK(2%)
Namibie (en 1989)	830	produit conso. combustible moy. production grains autres prod.alim	28,6 23,5 19,2 2,1 1,7	Af.du Sud (75%), RFA (10%), USA (5%), Suisse (5%)
Malawi (en 1988)	253	intrants indust. matér. et equip. moyens transp. articles prod. de conso. mat. construct. outils, p.de rech.	31,5 14,9 14,3 12,8 11 5,6 3	(en 1989) Af. du Sud (37%), UK (17%), PTA (11%), Japon (6%), RFA (6%), USA (3%)
Angola (en 1987)	444	machine, equip métaux de base prod.alimentaire moyens transp.	30 20 20 9,5	USA (16%), France (14%), Brésil (13%) , Portugal (12%), RFA (12%)
Tanzanie (en 1985)	930	machines moyens transp. combustibles métaux		UK, Iran, RFA, Inde

Principaux produits d'importation

	Importations (millions US\$)	Produits importés	Part /Imp. tot. (en %)	Principaux pays d'origine
Zambie (en 1987)	780	biens interméd. moy.de product. biens de conso. énerg. combust. aliments	34,4 32 15 11,7 6,9	en 1989 UK(21,9%), Arabie Saoudite (20,4%), Japon(10%) , RFA(7,2%),USA(5,7) Afrique du Sud (?)
Lesotho (en 1988)	587			en 1985 SACU (95%), CEE (2,4%),
Swaziland (en 1988)	674	prod. aliment. combustible prod. chimique machinerie) et moy. transp) aut. prod.manuf.	11,8 14,6 7,4 33,7 24	Afr. du sud (92%),
Madagascar (en 1989)	381	moy.de product. biens interméd. énergie biens de conso aliments	35,4 23,9 13,4 17,1 10,2	France(27%),USSR (11%),Thaïlande (4), Japon (4%), RFA(3), Arabie Saoudite(3), USA (1%)

3. La répartition géographique des échanges

Les échanges des pays de l'Afrique Australe se font essentiellement avec les pays industrialisés. Les principaux sont le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Suisse, les États-Unis, le Japon, la France et l'Italie.

Les pays de la SACU se distinguent par l'intensité des échanges à l'intérieur de la zone douanière. Les biens y circulent librement, mais avec la possibilité d'ajouter une taxe pour protéger les industries naissantes. Les exportations du Lesotho et du Swaziland vont ainsi en grande partie vers les autres pays membres (en particulier vers l'Afrique du Sud). Le Botswana fait exception puisque 90% de ses exportations vont vers les pays européens.

Cette spécificité des pays membres de la SACU se confirme si on analyse les importations. L'Afrique du Sud constitue en effet le principal fournisseur de l'ensemble des pays de la SACU. Plus de 70% des importations du Botswana et de la Namibie proviennent de l'Afrique du Sud. Le pourcentage correspondant est de 90% pour le Lesotho et le Swaziland.

On peut remarquer que l'Afrique du Sud fournit également une part importante des importations du Zimbabwe (plus de 20% en 1987), et du Malawi (37% en 1989). Mais, de manière générale, la majeure partie des produits importés viennent des pays extérieurs à la région pour ces pays.

La part des échanges avec l'Afrique Australe dans le commerce total de l'Afrique du Sud est difficile à mesurer. La ventilation géographique des échanges avec les pays africains reste très mal connue, en particulier durant la période des sanctions économiques. On peut toutefois remarquer que les données officielles montrent la faiblesse de la part du commerce avec l'ensemble du continent africain par rapport au total des échanges sud-africains. Les statistiques sur le commerce fournies par le FMI révèlent un pourcentage inférieur à 5%.

Cependant, il faut préciser l'existence d'échanges non enregistrés entre les pays de la région. Leurs intensités restent difficiles à mesurer, mais quelques études ponctuelles ont montré que leur part par rapport au commerce total est loin d'être négligeable.

L'île Maurice et Madagascar constituent un groupe un peu à part. Leurs échanges se font également essentiellement avec les pays développés. Mais leur spécificité vient du fait que la part des échanges avec les pays d'Asie, notamment avec les Nouveaux Pays Industrialisés (NPI), est importante. La valeur des importations venant de l'Asie est d'ailleurs plus élevée comparée à celle en provenance de l'Afrique. Les niveaux des exportations vers les deux continents sont en revanche à peu près équivalents.

Une analyse de la part des échanges avec l'Afrique Australe dans le commerce total de chaque pays permet d'établir un classement. Précisons que nous nous intéresserons uniquement ici aux cas de six pays pour lesquels les données sont disponibles. La comparaison portera sur le Zimbabwe, la Zambie, le Malawi, l'Angola, la Tanzanie et le Mozambique (Cf graphiques en annexe). Les données sur le commerce des pays de la SACU (incluant l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, le Swaziland, la Namibie) ne

sont pas connues dans le détail. Nous avons toutefois déjà mentionné l'intensité des échanges à l'intérieur de cette zone douanière.

Ainsi, parmi les six pays étudiés, le Malawi apparaît comme le plus ouvert à la région puisque 30% environ de ses échanges se font à l'intérieur de l'Afrique Australe. Le pourcentage correspondant pour le Zimbabwe est de 25%, mais cette part a tendance à diminuer avec la baisse du niveau des échanges avec l'Afrique du Sud. De même pour la Zambie, la réduction des échanges avec ce dernier fait passer de 15% à 5% en 1989 la part du commerce avec la région.

On peut remarquer que si on exclut les échanges avec l'Afrique du Sud, le Zimbabwe est le pays qui a le plus développé ses échanges régionaux en Afrique Australe. Notons en particulier l'importance croissante du commerce avec le Botswana, ce pays ayant libéralisé les importations en provenance du Zimbabwe et du Malawi, à l'exception de quelques produits agricoles.

Les trois pays qui ne sont pas enclavés se distinguent enfin par des parts très faibles: pour le Mozambique, le pourcentage varie entre 5% et 7%; pour la Tanzanie, il est inférieur à 2%; pour l'Angola, la part des échanges avec l'Afrique Australe ne dépasse pas 1%.

On a pu ainsi mettre en évidence l'importance des échanges régionaux pour les pays enclavés. Ceux qui disposent d'un accès à la mer ont plus tendance à développer leurs relations commerciales avec les pays extérieurs à la région.

4. Les évolutions des échanges de l'Afrique du Sud et son impact sur les autres économies

La balance commerciale de l'Afrique du Sud est largement excédentaire depuis 1983. Cet excédent augmente fortement de 1984 jusqu'en 1987 dépassant 6 milliards de dollars. Une légère baisse apparaît en 1988 et 1989, mais son niveau reste élevé (supérieur à 5 milliards de dollars). A titre de comparaison, le niveau des excédents de l'Afrique du Sud est dix fois supérieur à ceux du Zimbabwe et du Botswana.

Le niveau des exportations diminue en 1981 et 1982, et de nouveau de 1983 à 1985. Une forte hausse intervient à partir de 1985, grâce en particulier à une série de dévaluations du Rand.

En fait, il semble que l'augmentation de l'excédent commercial est essentiellement due aux mesures visant la restriction de la demande de produits importés, et à la substitution des importations.

Il apparaît cependant que l'économie sud-africaine reste très dépendante de ses importations, en particulier durant les périodes d'expansion. Une analyse des vingt dernières années montre que l'évolution des importations suit exactement celle des exportations (Cf graphiques en annexe). Le déficit important au niveau de la balance courante en 1981 et 1982 est dû à la chute brutale des exportations (après une forte hausse en 1980) et à un ajustement relativement lent du niveau des importations (qui continue à monter jusqu'en 1981). De même, on retrouve ce phénomène, à plus petite échelle, en 1988 et 1989. En effet, l'augmentation du niveau des exportations s'accompagne d'une hausse

plus importante des importations entraînant ainsi une nette diminution de l'excédent commercial.

Il est intéressant de remarquer que les évolutions des balances commerciales du Zimbabwe et du Botswana sont très similaires à celle de l'Afrique du Sud. On retrouve en effet les conséquences du choc causé par la chute des prix des exportations en 1981. Les balances commerciales des deux pays enregistrent alors un déficit important. C'est seulement à partir de 1983 que la situation se rétablit avec des excédents qui augmentent progressivement avant de diminuer légèrement en 1988. Ces fluctuations sont analogues à celles que l'on a constatées pour l'Afrique du Sud.

Il semble que ces similitudes dans les évolutions des balances commerciales proviennent essentiellement des chocs externes (chute des cours, sécheresse). Il est difficile d'évaluer les conséquences liées à l'interdépendance entre les pays de la région. On peut constater que la forte diminution du niveau des importations de l'Afrique du Sud en 1985 a entraîné au Zimbabwe ainsi qu'au Malawi, une baisse importante du niveau des exportations. La hausse de la valeur des importations sud-africaines à partir de 1986 se retrouve également dans les variations des exportations des deux pays voisins.

L'importance de la part des exportations du Lesotho et du Swaziland vers l'Afrique du Sud rendent ces économies très dépendantes. Ainsi, il semble que la politique de restriction des importations adoptée par ce pays a également des répercussions sur les exportations des deux économies enclavées. On peut en particulier noter le cas du Lesotho dont le niveau des exportations évolue suivant les fluctuations des importations de l'Afrique du Sud (avec une baisse de 1982 à 1985, et une reprise à partir de 1986). Mais, il est difficile d'avancer des conclusions étant donné que les données sur la répartition des échanges à l'intérieur de la SACU ne sont pas disponibles.

Ces constatations permettent d'avoir une idée de l'ampleur de l'influence que peut exercer l'économie de l'Afrique du Sud sur ses voisins. Cependant, des analyses plus détaillées sont nécessaires pour mieux comprendre tous les mécanismes qui entrent en jeu, et évaluer de manière précise les conséquences de l'interdépendance des économies.

La politique de libéralisation, en particulier la réduction des protections tarifaires, qui a été mise en oeuvre en Afrique du Sud au début des années 90 peut alors constituer un facteur positif pour les autres pays de l'Afrique Australe. On retrouve d'ailleurs les mêmes types de mesures dans les pays comme le Zimbabwe, le Malawi, la Zambie, et Madagascar. Ainsi, la perspective d'une intensification des échanges pourrait effectivement se réaliser.

5! L'importance du commerce extérieur dans les recettes fiscales

L'analyse de la part des impôts sur le commerce extérieur dans les recettes totales de chaque pays fait apparaître une diminution assez générale de celle-ci au cours des dernières années (Cf tableau n°15). L'Afrique du Sud et le Zimbabwe font exception avec des hausses légères. Des analyses plus approfondies sont cependant nécessaires pour savoir si ces évolutions résultent des fluctuations des échanges commerciaux, et en particulier des importations, des modifications des tarifs douaniers, ou des variations au niveau des autres postes constituant les recettes fiscales.

Tableau n°15

**Part des impôts sur le commerce extérieur et les transactions
internationales dans les recettes totales
(en pourcentage)**

BOTSWANA	1980-1982	1986-1987	1988-1989
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	36,9	14,3	12,5
Taxes à l'importation	36,7	14,2	12,5
Taxes à l'exportation	0,2	0,1	0
SWAZILAND	1980-1982	1986-1987	1989-1991
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	63,7	49,6	44,2
Taxes à l'importation	57,3	49,4	41,3
Taxes à l'exportation	6,4	0,2	2,9
LESOTHO	1980-1982	1986-1987	1988
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	60,2	56	53,7
Taxes à l'importation	56,5	55,7	53,6
Taxes à l'exportation	1	0,1	0,1
NAMIBIE	1980-1982	1986-1987	1989-1991
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions		32,7	26,2
Taxes à l'importation		30,2	23,5
Taxes à l'exportation		2,5	2,7
AFRIQUE DU SUD	1980-1982	1986-1987	1988
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	4,2	3,8	5,9
Taxes à l'importation	4	3,7	5,8
Taxes à l'exportation	0,2	0,1	0

ZIMBABWE	1980-1982	1985-1987	1989-1991
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	8,2	15,3	17,8
Taxes à l'importation	8,2	15,3	17,3
Taxes à l'exportation	0	0	0,5
ZAMBIE	1980-1982	1986-1987	1988
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	8,3	28,1	15,8
Taxes à l'importation	8,2	13,8	15,6
Taxes à l'exportation	0	14,3	0,1
TANZANIE	1980-1982	1986-1987	
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	11,8	9,7	
Taxes à l'importation	8,6	9,7	
Taxes à l'exportation	3,1	0	
MALAWI	1980-1982	1986-1987	1988-1989
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	22,7	16,3	16,6
Taxes à l'importation	22,7	15,8	16,6
Taxes à l'exportation	0	0,5	0

MAURICE	1980-1982	1986-1987	1989-1991
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	49,4	54,4	46,9
Taxes à l'importation	33,6	42,6	40,9
Taxes à l'exportation	15,3	11,3	5,5
MADAGASCAR	1980-1982	1986-1987	
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	20,8	37,7	
Taxes à l'importation	18	25,5	
Taxes à l'exportation	2,8	12,2	

On peut noter que les impôts sur le commerce extérieur ne constitue qu'une part très faible (inférieure à 6%) des recettes fiscales pour l'Afrique du Sud. En revanche, les autres pays de la SACU semblent dépendre largement des rentrées douanières, à l'exception du Botswana qui a réussi à réduire fortement cette dépendance en augmentant la part des autres recettes.

Les impôts sur le commerce extérieur occupe également une place importante pour les pays de l'océan Indien. Ils représentent pratiquement la moitié des recettes fiscales pour l'Ile Maurice. Le pourcentage tend cependant à baisser, notamment à cause de la diminution de la part des taxes à l'exportation. Pour Madagascar, la part des recettes douanières, et en particulier celle des taxes à l'exportation, par rapport à l'ensemble sont en hausse pour les années 1986 et 1987. Cette augmentation peut être due en partie à la dévaluation du Franc malgache entraînant une montée de la valeur des importations en monnaie locale. Il est intéressant de remarquer que, malgré la faiblesse du niveau de ses échanges extérieurs, ce pays semble être relativement dépendant de ses rentrées douanières.

Pour le Zimbabwe, la Zambie et le Malawi, les pourcentages varient entre 15% et 18% entre 1988 et 1990. Notons que l'on a déjà identifié ces pays dans le groupe de ceux dont le degré d'ouverture extérieure se situe dans la moyenne.

La Tanzanie se caractérise enfin par des parts relativement faibles (autour de 10%) des impôts sur le commerce extérieur dans les recettes totales. L'ouverture assez limitée du pays vers l'extérieur peut sans doute expliquer cette moindre dépendance vis-à-vis des revenus douaniers.

V. LES EFFETS DE LA MIGRATION

L'importance de la migration a fait l'objet d'un certain nombre d'études pour les pays de l'Afrique Australe. Le mouvement des hommes reste cependant un phénomène très difficile à évaluer au niveau de la région, les frontières n'étant pas imperméables. Par ailleurs, la présence d'immigrés illégaux constituant une main-d'oeuvre bon marché est un facteur intéressant pour certaines entreprises. Ce fait pourrait expliquer une certaine tolérance à l'égard de la migration clandestine. L'absence de données précises limitera donc quelque peu l'analyse.

Pendant longtemps, l'Afrique du Sud a favorisé l'embauche de travailleurs migrants, en particulier dans le secteur minier. Mais il semble en fait que les flux de migration vers ce pays sont aujourd'hui un peu moins intenses. Cette tendance s'explique par la diminution de la contribution du Malawi et du Mozambique. Ces deux pays étaient les plus importants fournisseurs de main-d'oeuvre dans les années 70.

Parallèlement, l'Afrique du Sud cherche de plus en plus à limiter les flux de migrants, et à favoriser plutôt le recrutement au niveau de la population locale.

Les transferts de revenus résultant de la migration sont particulièrement déterminants pour l'économie de certains pays de la région. Mais l'évaluation de ces transferts se révèle également difficile. D'une part, ces flux sont enregistrés différemment selon les pays. D'autre part, ils ne sont pas toujours séparés des autres types de transferts.

Tableau 16: Migration vers l'Afrique du Sud
(données de 1985, Afrique du Sud)

	Tot. émigrants	Nb émigr. vers Afr. du Sud	Pop. totale	% émigrants/ Pop. totale	% émigrants vers A. du Sud
MALAWI	57 940	30 617	5 547 460	1,04	0,55
TANZANIE	68 416	3 188	17 512 611	0,39	0,02
MOZAMBIQUE	76 449	71 209			
LESOTHO	137 375	136 911			
ZAMBIE	21 168	21 041	5 661 801	0,37	0,37
ZIMBABWE	147 370	96 884			
SWAZILAND	34 649	34 524	494 534	7,01	6,98
BOTSWANA	57 745	28 924	941 027	6,14	3,07
NAMIBIE	52 709	4 567			
ANGOLA	38 458	51 619	8 640 000	0,45	0,60
Total		479 484			
Pays d'Afrique non det.		898 312			

Des études sur la migration de la main-d'oeuvre en Afrique Australe peuvent cependant donner une idée de l'ampleur du phénomène. Ainsi, pour le Lesotho, il apparaît que les revenus provenant de la migration représentent plus de 50% du PNB en 1986. Ces revenus sont également importants pour le Swaziland, mais le plus souvent les migrants les utilisent pour acheter des marchandises en Afrique du Sud. Pour le Botswana, les transferts venant des travailleurs à l'extérieur du pays sont estimés à 50 millions de dollars en 1981-82. Mais en fait, les transferts nets sont plus faibles étant donné la présence de travailleurs étrangers qui provoque des flux en sens inverse.

Il semble que ces transferts de revenus ont des effets positifs assez marqués sur le milieu rural. Ils permettent le financement des achats d'engrais, ainsi que les investissements supplémentaires pour un certain nombre de ménages ruraux.

La migration vers l'Afrique du Sud est un phénomène qui mérite une attention particulière. Il faut cependant préciser que des mouvements vers les autres pays de la région existent également. Le nombre d'immigrants est notamment relativement important pour le Malawi et la Zambie.

Tableau 17 : Données sur la migration en Afrique Australe

	Année recens.	Nombre d'immigrants	Immigrants africains	Immigrants non-africains	Population Totale	% immigr. /pop. tot.	% immigr. africains
MALAWI	1977	288 744	281 806	6 938	5 547 460	5,20	5,08
TANZANIE	1978	415 669			17 512 611	2,37	
MOZAMBIQUE							
LESOTHO							
ZAMBIE	1980	231 354	184 742	46 612	5 661 801	4,09	3,26
ZIMBABWE							
SWAZILAND	1976	26 460	22 248	4 212	494 534	5,35	4,50
BOTSWANA	1981	15 619	8 733	6 886	941 027	1,66	0,93
NAMIBIE							
ANGOLA	1983	15 230	7 892	7 338	8 200 000	0,19	0,10
AFRIQUE DU SUD	1985	1 862 192	1 400 108	462 084	23 385 645	7,96	5,99

VI. LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX ET LES BESOINS DE FINANCEMENT

Les graphiques montrant l'évolution de la balance des paiements, ainsi que le niveau de l'investissement et de l'épargne dans chaque pays sont donnés en annexe.

AFRIQUE DU SUD

Depuis 1977, l'Afrique du Sud a le taux d'épargne intérieure le plus élevé de la région. Cette épargne vient essentiellement du secteur privé. Cependant, il apparaît que les financements extérieurs occupent une place non négligeable dans l'économie du pays.

Si on analyse le mouvement des capitaux en Afrique du Sud durant les vingt dernières années, quatre périodes peuvent être distinguées:

- la première période, de 1970 à 1976, se caractérise par un déficit au niveau de la balance courante, et par un financement extérieur relativement important en particulier en 1975. Le niveau de l'épargne est assez élevé (avec un taux de 30% en 1975). Mais elle reste apparemment insuffisante pour financer les investissements;

- la balance courante devient excédentaire et croît fortement de 1977 à 1980 (en particulier grâce à la montée du prix de l'or). Le taux d'épargne passe de 30% à un peu moins de 40% en 1980. L'Afrique du Sud est exportateur net de capitaux durant cette période;

- un recours au financement extérieur est de nouveau nécessaire pour l'économie sud-africaine de 1981 à 1984. La balance courante est en effet fortement déficitaire étant donné la chute brutale de la valeur des exportations. L'épargne intérieure diminue (le taux descend à 25% en 1982);

- à partir de 1985, un excédent de la balance courante apparaît. Le taux d'épargne remonte à 30%. Mais cette amélioration de la situation résulte en fait essentiellement de la restriction des importations et de la diminution de la demande intérieure. Le retrait des sociétés étrangères, et la décision d'un certain nombre de banque internationale de ne pas renouveler les crédits à court terme, font que l'Afrique du sud devient exportateur net de capitaux.

Ainsi, il semble que l'Afrique du Sud ait besoin de financement extérieur pour soutenir une croissance satisfaisante. Une analyse du niveau de l'investissement du pays montre qu'il est pratiquement toujours resté inférieur à celui de l'épargne (Cf graphique en annexe). On constate, d'une part, que les capitaux extérieurs ont été nécessaires durant les périodes où le taux d'épargne était assez proche du taux d'investissement. D'autre part, le recours au financement extérieur n'étant plus possible à partir de 1985, l'Afrique du Sud est obligé de restreindre l'investissement à l'intérieur du pays à un taux de 20%. Le taux d'épargne varie pourtant entre 25% et 30%.

En fait, il apparaît que la balance des services est structurellement déficitaire pour l'Afrique du Sud, en particulier pour les services facteurs (paiements des intérêts, des dividendes...). Les financements extérieurs sont alors nécessaires quand ce déficit n'est pas compensé par un excédent suffisamment important au niveau de la balance commerciale.

Parallèlement, on constate au niveau des mouvements des capitaux long terme que la part des investissements du secteur privé sud-africain à l'extérieur du pays est relativement élevée. L'investissement direct net est d'ailleurs négatif de 1977 à 1981. L'extension de certaines activités vers les autres pays de l'Afrique Australe s'est en effet révélée nécessaire pour les multinationales (comme l'Anglo American ou la De Beers) afin de maintenir leur expansion.

Précisons toutefois que la part du financement extérieur est resté jusqu'à présent relativement modeste dans l'économie sud-africaine. Le niveau d'endettement est resté très faible. Le montant de la dette représente environ 23% du Produit Intérieur Brut en 1989. La dette de court terme constitue les deux tiers du total. La part du secteur public est la moins importante (16% de la dette totale). Le reste est partagé entre le secteur bancaire (44%) et le secteur privé (environ 40%).

BOTSWANA

Le Botswana est importateur net de capitaux jusqu'en 1986. Son taux d'épargne intérieure est relativement important par rapport aux autres pays (en excluant l'Afrique du Sud). Il varie autour de 25% en dehors des périodes de crise. Mais son niveau reste inférieur à celui de l'investissement qui varie entre 30% et 50%. La tendance s'inverse à partir de 1986 quand le taux d'investissement descend à moins de 20% et que le taux d'épargne monte à plus de 30%. Le Botswana devient alors exportateur net de capitaux, et parallèlement une importante réserve se constitue.

Par ailleurs, le Botswana se distingue des autres pays de la région par la part relativement importante des investissements directs dans les entrées de capitaux long terme. Le niveau de l'endettement est très faible. Le service de la dette par rapport aux recettes d'exportation n'a jamais dépassé 5%. Le ratio Dette/PIB, qui était de l'ordre de 50% dans les années 70, a diminué fortement. La dette ne représente que 35% du PIB en 1987, et le pourcentage descend à 25% en 1988. En fait, le recours à l'emprunt extérieur est toujours resté relativement limité pour le Botswana.

ILE MAURICE

L'île Maurice fait également partie des pays dont l'épargne intérieure est assez élevée. En effet, si on exclut la période de crise de 1979 à 1982, le taux évolue entre 20% et 30%. Cependant, depuis 1975, l'épargne ne suffit pas pour financer les investissements, le recours aux capitaux extérieurs est donc nécessaire.

L'écart entre le niveau des investissements et celui de l'épargne commence à diminuer en 1982, suite à la politique restrictive appliquée à partir de 1979. En 1986, la balance courante devient excédentaire, le taux d'épargne intérieure (qui est proche de 30%) dépasse le taux d'investissement. Mais l'île Maurice continue à importer des capitaux, les réserves deviennent alors de plus en plus importantes. Il semble cependant que la situation se détériore un peu à partir de 1988. Le taux d'investissement monte à plus de 30%, alors que l'épargne diminue sensiblement. Un déficit apparaît au niveau de la balance courante et le recours au financement extérieur augmente.

En ce qui concerne la dette de l'île Maurice, elle est restée relativement faible. Jusqu'en 1976, elle représentait entre 10% et 15% du PIB. Elle a fortement augmenté par la suite, et le ratio atteint 60% en 1985. Mais à partir de 1986, la tendance s'inverse, la dette

ne représente plus que 40% du PIB en 1989. Le service de la dette a connu une évolution similaire. Si on le compare aux recettes d'exportation, il équivaut à moins de 10% de la valeur de celles-ci depuis 1986. Le faible niveau de l'endettement peut en fait s'expliquer par l'utilisation des réserves pour financer en partie les déficits.

ZIMBABWE

Le niveau et l'évolution de l'épargne intérieure du Zimbabwe sont assez analogues à ceux de l'Ile Maurice. Le taux d'épargne diminue fortement, en particulier suite à la crise qui touche le pays à partir de 1975. Partant d'une valeur proche de 30% en 1972, le taux descend à 13% en 1979. Mais le Zimbabwe a en fait réussi à ajuster le niveau de ses investissements à celui de l'épargne intérieure durant cette période. Cependant, le déficit au niveau de la balance des services oblige quand même le pays à recourir au financement extérieur.

C'est seulement à partir de 1980 que l'écart augmente, avec un taux d'épargne qui se stabilise autour de 15% et un taux d'investissement qui passe de 13% à 23% en 1981. Une politique de relance est en effet amorcée les deux premières années suivant l'indépendance et la fin des sanctions économiques. Mais, la récession provoquée par la sécheresse et la chute des prix des produits miniers limite l'épargne. L'importance du déficit de la balance courante en 1981 et 1982 contraint le Zimbabwe à restreindre de nouveau la demande interne, et en particulier le niveau des investissements. Les entrées nettes de capitaux atteignent un sommet durant cette période.

La situation s'améliore à partir de 1985. Le taux d'épargne dépasse le taux d'investissement qui s'est stabilisé autour de 20%. Mais le déficit de la balance des services nécessite toujours un financement extérieur.

Les recours à l'emprunt extérieur pour les financements des déficits ont fait croître rapidement le niveau de la dette à partir de 1981. Le ratio Dette/PIB monte jusqu'à 57% en 1985. Les mesures restrictives limitant les nouveaux emprunts permettent une stabilisation et même une légère diminution du ratio. Parallèlement, le service de la dette est relativement important. Il représente 25% des recettes d'exportation en 1987 et 1988. La dette du Zimbabwe résulte en grande partie des emprunts long terme, et elle est essentiellement publique.

ZAMBIE

La Zambie avait le taux d'épargne intérieure le plus élevé de la région avant 1975, avec des valeurs dépassant largement 40% en 1973 et 1974. Mais avec la chute des cours du cuivre en 1975, ce taux redescend à 20% entre 1975 et 1980. L'épargne diminue de nouveau avec la crise en 1981 et 1982, et ne représente plus que 10% du PIB. Elle remonte légèrement à partir de 1983, mais reste largement inférieur à son niveau initial (le taux varie faiblement autour de 15%).

Si le niveau de l'épargne intérieure du pays ne fait pas partie des plus faibles de la région, il semble que son besoin de financement extérieur est relativement élevé, en particulier au moment des crises. La différence entre l'investissement et l'épargne était en effet au maximum en 1975 et en 1981-82. A cela s'ajoute le déficit au niveau des services facteurs qui est particulièrement important depuis 1975. La Zambie est en effet un des pays

les plus endettés, avec une dette qui a fortement augmentée depuis 1981 et qui représente trois fois son Produit Intérieur Brut en 1986 et 1987. Le niveau d'endettement diminue en 1988 et 1989, mais il reste important (environ 150% du PIB). Le service de la dette reste cependant relativement limité, le ratio par rapport aux recettes d'exportation varie autour de 15% depuis 1982.

MALAWI, TANZANIE, MADAGASCAR

Si on classe les pays en fonction de leur capacité d'épargne, on peut dire que Madagascar et la Tanzanie sont les plus désavantagés. Leurs taux d'épargne intérieure sont inférieurs à 10% (depuis 1978 pour Madagascar, depuis 1983 pour la Tanzanie). Les cas de ces deux pays ne sont pas cependant réellement similaires, dans la mesure où pour le premier, la faiblesse de l'épargne semble être un fait structurel; alors que pour le second, le phénomène résulte apparemment d'une dégradation de la situation du pays, et en particulier de sa balance courante. Le niveau de l'épargne intérieure de la Tanzanie a d'ailleurs dépassé 20% durant les périodes de relative prospérité (1970-71 et 1976-77).

Par ailleurs, la Tanzanie a un taux d'investissement qui varie entre 15% et 25%. La part du financement extérieur est ainsi relativement importante. En revanche, pour Madagascar, si on exclut la période de 1979 à 1982, le pays a réussi à ajuster plus ou moins le niveau de son investissement à celui de l'épargne intérieure. C'est le financement du déficit de la balance des services qui explique en grande partie le recours aux capitaux extérieurs.

Le Malawi se distingue des deux autres pays avec un taux d'épargne un peu plus élevé. De 1974 à 1978 et de 1982 à 1985, l'épargne intérieure représente plus de 15% du PIB (atteignant 20% en 1978). Elle redescend à 10% durant les périodes de récession en 1979-80 et en 1986-88.

Si on exclut le choc de 1979-82, les besoins de financement des trois économies sont à peu près du même ordre (mais plus faible pour le Malawi). Leurs dettes étaient relativement faibles jusqu'en 1977, mais elles ont augmenté fortement par la suite.

Pour la Tanzanie, le ratio d'endettement (Dette/PIB) est passé de 50% en 1977 à 170% en 1989. Le service de la dette reste cependant assez faible, le ratio par rapport aux exportations oscille entre 10% et 15%.

Pour Madagascar, le stock de la dette représente 140% du PIB en 1987, alors que la valeur correspondante était de 20% en 1979. Le service de la dette est relativement important puisqu'il représente 30% des recettes d'exportation à partir de 1985 et atteint presque 40% en 1989.

Soulignons cependant que pour ces deux pays, les séries de dévaluation ont augmenté fortement la valeur de la dette par rapport au PIB.

Le Malawi a un niveau d'endettement légèrement plus faible, avec un ratio de 110% en 1987 qui descend à 90% en 1988 et 1989. Le service de la dette représente cependant 20% des exportations en moyenne.

Notons enfin qu'à l'exception du cas de l'Afrique du Sud, la dette est essentiellement publique (plus de 90% du total) dans tous les pays de l'Afrique Australe.

CONCLUSION

Cette approche comparative des économies a permis de mettre en évidence les potentialités et les spécificités de chaque pays. Trois grands groupes semblent se distinguer dans cette région:

- le premier inclut quatre pays: l'Afrique du Sud, le Botswana, le Zimbabwe et l'Ile Maurice. Leurs économies ont une croissance relativement forte, avec un potentiel important et notamment une diversification plus ou moins avancée;
- la Zambie, le Lesotho, le Swaziland, la Namibie et l'Angola peuvent être classés dans un groupe intermédiaire. Une base industrielle existe, mais elle reste assez limitée;
- la prédominance de l'agriculture est une des caractéristiques qui distinguent la Tanzanie, le Malawi, Madagascar et le Mozambique.

Ce classement reste cependant très global puisque les structures et les situations économiques sont assez différentes même à l'intérieur de chaque groupe.

L'analyse des échanges au niveau de la région donne une première idée des liens qui existent déjà entre les pays. On a pu constater le poids de l'Afrique du Sud au niveau de l'Afrique Australe, ainsi que l'intensité des échanges à l'intérieur de la SACU. Si on exclut les pays appartenant à cette zone douanière, ce sont les pays enclavés, en particulier le Zimbabwe, qui sont les plus ouverts au commerce régional.

Il apparaît cependant que les échanges se font essentiellement avec les pays industrialisés. Les structures assez analogues des importations et des exportations peuvent expliquer en partie cette orientation des échanges. En effet, les pays de la région exportent surtout des matières premières peu ou non transformées, et importent des biens d'équipement, des biens intermédiaires ainsi que d'autres produits manufacturés.

Mais il semble malgré tout que le commerce intra-régional pourrait être plus intense. L'Afrique du Sud a en effet les capacités de fournir un certain nombre de produits manufacturés aux pays voisins. Par ailleurs, le développement du commerce entre le Zimbabwe et le Botswana montre l'existence de complémentarités qui peuvent être exploitées à plus grande échelle.

Une analyse détaillée de la nature des produits échangés entre les pays est cependant nécessaire pour évaluer de manière précise les possibilités d'intensification du commerce intra-régional. Des spécialisations avantageuses pour certaines économies peuvent alors apparaître. Parallèlement, les efforts de diversification, tenant compte des potentiels de chaque pays, permettront probablement le développement de nouveaux créneaux.

Enfin, la comparaison des politiques économiques a également mis en évidence une interdépendance des différents pays, en particulier entre l'Afrique du Sud et ses voisins directs. Il apparaît entre autres que la majorité des Etats doivent recourir à des financements extérieurs relativement importants, et que les investissements directs du secteur privé sud-africain dans les pays voisins peuvent jouer un rôle déterminant.

BIBLIOGRAPHIE

BANQUE MONDIALE
World Tables, 1989-90;

BANQUE MONDIALE
World Debt Tables, 1989-90;

BANQUE MONDIALE
International Migration and Development in Sub-Saharan Africa.
Discussion Papers, 1990;

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Direction of Trade Statistics, Yearbook 1990;

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Statistiques Financières Internationales, 1990;

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Government Finance Statistics Yearbook 1991;

The Economist Intelligence Unit
South Africa,
Country profile 1991-92;

The Economist Intelligence Unit
Zimbabwe,
Country profile 1991-92;

The Economist Intelligence Unit
Botswana,
Country profile 1991-92;

The Economist Intelligence Unit
Zambia, Malawi,
Country profile 1991-92;

The Economist Intelligence Unit
Namibia,
Country profile 1991-92;

The Economist Intelligence Unit
Madagascar,
Country profile 1991-92;

United Nations Industrial Development Organization
MALAWI,
Industrial Development review, October 1987;

United Nations Industrial Development Organization
BOTSWANA,
Industrial Development review, May 1987;

United Nations Industrial Development Organization
ZIMBABWE,
Industrial Development review, December 1987;

United Nations Industrial Development Organization
TANZANIA,
Industrial Development review, April 1986;

United Nations Industrial Development Organization
NAMIBIA,
Industrial Development review, June 1990;

United Nations Industrial Development Organization
ANGOLA,
Industrial Development review, September 1990;

ANGLIN, D.G.
Afrique du Sud: Politique extérieure et rapport avec le continent.
Etudes Internationales, volume XXII, n°2, juin 1991;

BACH, D.; VALLEE O.
L'intégration régionale: Espaces politiques et marchés parallèles.
Politique Africaine, septembre 1990;

BACH, D.
L'Afrique du Sud puissance régionale.
Défense Nationale, octobre 1991, n°47;

BATICLE, Y.
L'espace Sud-Africain,
collection géographie;

CASTELNAU, H.
Les scénarios de développement économique Sud-Africain.
Défense Nationale, octobre 1991, n°47;

Commission des Communautés Européennes
L'impact régional de l'union économique et monétaire.
Problèmes économiques, n°2.214, février 1991;

Commission des Communautés Européennes
1992: La Nouvelle Economie Européenne.
Une évaluation des effets économiques potentiels de l'achèvement du marché intérieur de la
Communauté européenne.
Economie Européenne, n°35, mars 1988;

COUSSY, J.
Les avantages/coûts de l'intégration régionale en Afrique Subsaharienne.
Février 1992;

GERONIMI, V.
Programme d'Ajustement Structurel, Echanges parallèles et Intégration Régionale.
LAREA, 1991;

HESS, R.

Desk study on regional integration in eastern and southern africa: constraints to intra-regional payments, trade and investment.

Imany Development Ltd, janvier 1992;

HUGON, P.

Programme d'Ajustement Structurel et Intégration Régionale en Afrique Subsaharienne.

LAREA, 1991;

LAFAY, G.; UNAL-KESENCI, D.

Les trois pôles géographiques des échanges internationaux.

Economic Prospective Internationale, 1er trimestre 1991, n°45;

LAFAY, G.; UNAL-KESENCI, D.

Les avantages comparatifs de la CEE, des Etats-Unis et du Japon.

Problèmes économiques, n°2.224, mai 1991;

LORY, G.

Afrique Australe,

Séric Monde H.S. n°45, avril 1990;

MAINGUY, C.

Politiques d'Ajustement, Ouverture Commerciale et Intégration Africaine.

LAREA, 1991;

MOSLEY, P.

The Southern African Customs Union: A Reappraisal.

World Development, 1978, vol.6, n°1;

NYIRABU, M.

South Africa versus Southern African Development Coordination Conference, 1990.

Africa Development, 1990, n°15;

VAN ZYL, J.C.

South Africa in World Trade.

The South African Journal of Economics, vol.52, 1984;

WALTERS, J.

Renegotiating Dependency: The case of the Southern African Customs Union.

Journal of Common Market Studies, vol XXVIII, n°1, sept.1989;